

Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN
Réunion de Conseil Communautaire
6 février 2020

Motion de soutien présentée par
Les élus du Groupe Socialiste, Verts et Apparentés, les élus du Groupe Républicain, les élus du Groupe
Communiste de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN

NON AUX FERMETURES DE TRESORERIES !

« Un pas en avant, deux pas en arrière » ! Il n'y a pas d'autres expressions pour faire part de notre réaction sur la volonté du Gouvernement de renforcer l'action publique de proximité.

Alors que le Ministre des Comptes et de l'Action Publique vient d'annoncer que Lens accueillera prochainement des services décentralisés de la Direction générale des finances publiques (DGFIP), et nous ne pouvons que nous réjouir de cette initiative, il est envisagé de modifier la présence territoriale de la Direction Départementale des Finances Publiques dans notre Département, ainsi que les compétences des différents centres de finances publiques. **Cherchez l'erreur !**

Si nous avons bien conscience de la nécessaire évolution des missions des services des Finances Publiques, du fait de la dématérialisation des démarches et des récentes réformes fiscales, nous nous inquiétons de ses conséquences pour nos concitoyens et nos communes.

En premier lieu, pour leur accès aux services qui leur sont actuellement apportés en proximité. En effet, le taux d'équipement des ménages de notre agglomération en véhicule est extrêmement faible, la desserte en transports en commun (réseau TADAO et/ou SNCF) pour rejoindre le centre des impôts de Lens imposant un trajet de plus d'une heure pour s'y rendre et autant pour en revenir. Qui plus est, l'illectronisme est très prégnant chez nos populations qui ont besoin d'un accompagnement.

Nous nous inquiétons en second lieu pour les collectivités qui bénéficient des missions de conseil et de contrôle des trésoriers et de leurs équipes. D'un point de vue plus général, nous considérons que c'est un nouveau « coup dur » porté par l'État au Service Public, alors que notre territoire souffre d'un manque chronique de moyens humains dans les différentes fonctions publiques régaliennes : Éducation nationale, Santé, Police, Justice...

Enfin, nous n'oublions pas le sort des agents touchés par cette réorganisation, lesquels ont contribué à la création de la Direction Générale des Finances Publiques en 2008 et l'évolution de leurs missions.

Nous sommes convaincus que les trésoreries de notre territoire, et leurs équipes, peuvent proposer de nouvelles missions à nos concitoyens, et apporter de nouvelles expertises à nos collectivités qui sont confrontées à un environnement légal et réglementaire de plus en plus complexe (achats publics, recherches de financements, ...).

Nous nous inquiétons également de l'impact social et humain de la prochaine mise en œuvre du paiement des impôts et amendes dans les bureaux de tabac, qui ne pourront garantir aucune confidentialité aux usagers.

Considérant que la présence de l'État, par la forme de ses services publics, est primordiale au sein de notre territoire pour nos populations et collectivités,

Considérant que la mise en place d'accueils de proximité aux contours flous (horaires d'ouverture, compétences, ...) n'est que le préliminaire à une concentration exacerbée des compétences et à une fermeture prochaine des lieux d'accueil de proximité.

C'est pourquoi, les élus du Groupe Socialiste, Verts et Apparentés, les élus du Groupe Républicain, les élus du Groupe Communiste de la Communauté d'Agglomération de LENS-LIEVIN :

- **Demandent** à l'État, par l'intermédiaire de la Direction Départementale des Finances Publiques, que les implantations actuelles des trésoreries soient maintenues, de même que leurs compétences.

- **Demandent** à ce qu'une véritable concertation avec les élus du territoire soit opérée. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le Président de la République s'est adressé dans une récente correspondance adressée à tous les Maires. **Les élus locaux méritent le respect autant que ceux qui gouvernent le revendique.**